

## DÉLIBÉRATION n° **2025-044** de la séance du **13/11/2025**

### **OBJET : Protection sociale complémentaire – convention de participation pour la couverture du risque santé des agents**

L'an deux mille vingt-cinq, le jeudi treize novembre à dix heures, le Conseil d'administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Loire-Atlantique s'est réuni à Pont-Château, sous la présidence de M. Philip SQUELARD, Président.

Nombre de membres en exercice de l'Assemblée : 34. Le quorum est de 17.

Nombre de présents : 16    Nombre de voix : 26

#### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

**Mmes et MM.** Philip SQUELARD, Nicolas CRIAUD, Jean-Michel BUF, Karine PAVIZA, Emmanuel TERRIEN, Marie-Irène BRIAND-BOUIN, Anne-Marie CORDIER, Philippe JOUNY, Frédéric MILLET, Jean-Louis MOGAN, Jean-Pierre POSSOZ, Jacques PRAUD, Yvon LERAT, Bernard LEBEAU, Rodolphe AMAILLAND, Carole FEUNTEN-GRELAUD.

#### **ÉTAIENT EXCUSÉS ET ONT DONNÉ POUVOIR :**

M. Emmanuel RIVERY a donné pouvoir à M. Jean-Michel BUF,  
Mme Lydie MAHÉ a donné pouvoir à M. Bernard LEBEAU,  
M. Philippe BABONNEAU a donné pouvoir à M. Jacques PRAUD,  
M. Claude CAUDAL a donné pouvoir à Mme Anne-Marie CORDIER,  
Mme Claire HUGUES a donné pouvoir à M. Rodolphe AMAILLAND,  
Mme Christelle BRAUD a donné pouvoir à M. Emmanuel TERRIEN,  
M. Driss SAÏD a donné pouvoir à Mme Carole FEUNTEN-GRELAUD,  
M. Pascal PRAS a donné pouvoir à M. Philip SQUELARD,  
Mme Pascale BRIAND a donné pouvoir à Mme Karine PAVIZA,  
Mme Aïcha BASSAL a donné pouvoir à M. Yvon LERAT.

#### **ÉTAIENT EXCUSÉS :**

**Mmes et MM.** Xavier BONNET, Edith MARGUIN, Sylvain SCHERER, Alain VEY, Agnès DUHEM-BOURGEAIS, Christophe JOUIN, Barbara NOURRY, Laurent DEJOIE.

#### **ASSISTAIENT ÉGALEMENT À LA RÉUNION :**

##### **Pour la Direction des finances publiques :**

Mme Stéphanie JAFFRENNOU, comptable assignataire,  
M. Jérémy TESSIER, conseiller aux décideurs locaux.

##### **Pour le Centre de gestion :**

Mme Hélène GUILLET, directrice générale des services,  
M. Yannick BONNET, directeur délégué Attractivité de l'emploi et transition des organisations,  
Mme Sonia BOUCETTA, directrice déléguée, Qualité de vie et conditions de travail,  
Mme Juliette BOYÉ, directrice déléguée Prospective et performance,  
Mme Isabelle CONTREMOULIN, directrice déléguée, Développement territorial et relations aux publics,  
Mme Florence HERBERT, directrice déléguée Expertise et pilotage RH,  
M. Laurent TURQUOIS, directeur délégué Innovations sociales,  
Mme Ghislaine LAUNAY, cheffe de service Secrétariat général.

À l'unanimité, M. Bernard LEBEAU a été désigné secrétaire de séance.

# **Protection sociale complémentaire – convention de participation pour la couverture du risque santé des agents**

## **EXPOSÉ**

La réforme de la protection sociale complémentaire (PSC) dans la fonction publique territoriale, initiée par l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021, place la couverture des risques prévoyance et santé des agents au premier plan de la responsabilité des employeurs publics territoriaux.

Elle introduit notamment une obligation pour ces derniers de mettre en œuvre une participation financière à la couverture du risque prévoyance de leurs agents à compter du 1er janvier 2025, puis à celle des risques frais de santé à compter du 1er janvier 2026, ainsi que des niveaux minimums de couverture pour chacun des risques. Le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 est venu en préciser les modalités.

À l'issue d'un processus de négociation engagé au niveau national, l'accord collectif signé le 11 juillet 2023 ouvre, en parallèle du volet prévoyance, des discussions sur les contours des futurs régimes de couverture du risque santé. En effet, les parties audit accord s'engagent à un dispositif de revoyure qui a vocation à se substituer à celui prévu au II de l'article 8 du décret du 20 avril 2022.

À date, la participation minimale des employeurs territoriaux en matière de frais de santé à compter du 1er janvier 2026 s'établit à 15 € par agent et par mois (soit 50% d'un montant de référence fixé à 30 €). En outre, les contrats de frais de santé proposés aux agents de la fonction publique territoriale doivent être constitués d'un panier de soins de référence, déterminé par le décret du 20 avril 2022 et précisé au II de l'article L. 911-7 du code de la sécurité sociale.

Parallèlement, l'ordonnance du 17 février 2021 a confirmé le rôle d'expertise des centres de gestion, qui ont désormais l'obligation de conclure pour le compte des collectivités territoriales et des établissements publics de leur ressort, des conventions de participation en matière de santé et de prévoyance.

Les enjeux sont multiples : couverture complémentaire de frais de santé pouvant découler de situations de maladie, maternité ou encore d'accident, attractivité du secteur public, équilibre financier, dialogue social. Le domaine expert qu'est celui de l'assurance des collectivités et de leurs établissements publics en accroît la complexité.

Forts du schéma de coopération régional et du succès de la démarche collective de prévoyance, les cinq Centres de gestion des Pays de la Loire ont décidé de construire un cadre commun de mise en œuvre collectif et sécurisé en matière de frais de santé.

Ainsi, le Centre de gestion de Loire-Atlantique lancera en 2026, pour le compte de la coopération régionale et au bénéfice des collectivités territoriales et établissements publics ayant donné mandat, une procédure de mise en concurrence en conformité avec le code de la commande publique pour conclure des conventions de participation pour la couverture du risque santé.

Cette décision nécessite une démarche collective experte, globale et commune pour offrir aux collectivités territoriales et aux établissements publics du ressort régional un accompagnement de haut niveau sur tous les aspects juridiques, fiscaux, sociaux et financiers inhérents à la protection sociale complémentaire.

Cette démarche visera à la définition des régimes de garanties, la rédaction du cahier des charges, la conduite des négociations avec les assureurs, l'analyse des offres, le suivi et le pilotage des contrats collectifs dans le temps.

La mutualisation des risques sur ce large périmètre permettra de renforcer l'attractivité auprès des organismes d'assurances, d'optimiser la tarification des risques, de piloter au mieux les risques et les données de consommation médicale.

Cette procédure permettra à tout agent d'un employeur public territorial ayant adhéré d'accéder à une offre -frais de santé mutualisée, attractive et éligible à la participation financière de son employeur.

De manière transitoire, à compter du 1er janvier 2026, dans l'attente de l'entrée en vigueur des contrats collectifs frais de santé, le centre de gestion participera financièrement à la cotisation « frais de santé » des agents du centre de gestion dans le cadre de la labellisation sur la base des textes en vigueur soit 15 € par agent et par mois.

## **DÉLIBÉRÉ**

VU le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8 ;

VU le Code général de la fonction publique, et notamment les articles L.452-11, L. 221-1 à L. 227-4 et L. 827-1 à L. 827-12 ;

VU l'article 40 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

VU l'Ordonnance n°2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique ;

VU l'Ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

VU le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

VU le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

VU la circulaire N°RDFB 1220789 C du 25 mai 2012 relative à la participation des collectivités territoriales et des établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

VU l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la protection sociale complémentaire dans la fonction publique territoriale ;

VU l'avis du Comité social territorial en date du 7 novembre 2025 ;

Le Conseil d'administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Loire-Atlantique, après en avoir délibéré à l'unanimité, soit 26 voix pour :

- **Déclare** son intention de faire bénéficier les agents du Centre de gestion de la future convention de participation pour la couverture du risque santé ;
- **Décide** de la mise en œuvre de manière transitoire, à compter du 1er janvier 2026 et dans l'attente de l'entrée en vigueur des contrats collectifs frais de santé, d'une participation financière à la cotisation « frais de Santé » de ses agents dans le cadre de la labellisation, à hauteur de 15 € par agent et par mois.
- **Autorise** le Président ou son représentant à prendre toute décision nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Pour extrait conforme,  
Le Président,



Philip SQUELARD